

La science comme fondement des décisions publiques

La Fédération québécoise de l'autisme (FQA) a pris connaissance avec préoccupation de l'article publié dans Le Devoir, « À Québec, le caucus conservateur entend “brasser la cage” aux consensus scientifiques ». Si le rôle des élus consiste notamment à questionner les idées reçues et à remettre en cause les approches qui ne donnent pas les résultats attendus, cela ne peut se faire en écartant les connaissances scientifiques les mieux établies.

Dans une démocratie saine, le débat est essentiel. La remise en question, la critique et l'examen rigoureux des faits permettent aux sociétés d'avancer. Toutefois, il existe une différence fondamentale entre revoir nos connaissances à la lumière de nouvelles données probantes et rejeter des conclusions scientifiques parce qu'elles sont politiquement ou idéologiquement inconfortables.

Pour la FQA, cette distinction est particulièrement importante. L'histoire nous rappelle que des théories dépourvues de fondement scientifique ont longtemps contribué à stigmatiser les personnes autistes, à culpabiliser leurs familles et à orienter certaines pratiques dans des voies qui se sont révélées néfastes.

Ne pas suivre l'exemple États-Unien

Dans certains milieux politiques de notre voisin du Sud, nous observons avec inquiétude la progression de discours qui remettent en question des connaissances scientifiques et médicales pourtant largement reconnues. Deux exemples récents illustrent la résurgence de discours non fondés sur l'autisme: Robert F. Kennedy Jr., ministre de la Santé aux États-Unis, a remis de l'avant le lien erroné entre la vaccination et l'autisme. De son côté, lors d'une conférence de presse, Donald Trump a affirmé que l'acétaminophène était « associé » à l'autisme.

Cette tendance ne doit pas trouver écho dans les décisions qui façonnent les politiques publiques québécoises. Bien sûr, nous avons besoin d'élus capables d'exercer un regard critique, de questionner les pratiques inefficaces et de proposer des changements ambitieux. Mais cette responsabilité exige que les débats reposent sur des faits vérifiables, une analyse rigoureuse des données et une compréhension réelle des besoins de la population.

Une responsabilité envers l'ensemble de la population

Les membres de l'Assemblée nationale ont une responsabilité qui dépasse leurs opinions individuelles. Leurs choix ont des conséquences concrètes sur la vie des Québécoises et des Québécois, particulièrement sur celle des personnes qui vivent des situations de vulnérabilité. La FQA invite donc l'ensemble des parlementaires, y compris ceux du Parti conservateur du Québec, à faire preuve de rigueur, à respecter l'expertise scientifique et à distinguer les débats de fond des discours qui alimentent la confusion ou la désinformation. Pour les personnes autistes, leurs familles et l'ensemble de la société québécoise, il est essentiel que les orientations politiques reposent sur les meilleures données disponibles et sur une volonté constante de faire progresser le bien commun.

On peut vouloir brasser la cage, mais pas au prix des fondements scientifiques qui soutiennent nos décisions collectives.

Fédération québécoise de l'autisme

